

Des surveillants en surchauffe et en grève

Sur tous les fronts, Covid oblige, les AED (assistants d'éducation) des collèges et lycées publics réclament un statut plus juste.

« Un métier formidable, un statut fort minable », scande une pancarte ironique, façon Sromae. Devant le rectorat de Nantes, ils étaient quelque 70 surveillants de collèges et lycées, hier, soutenus par le SNES-FSU, Sud et FO. Mais dans le département, au moins 120 AED (assistants d'éducation) du public ont répondu à l'appel national, relayé par le collectif AED 44, pour réclamer plus de considération. « Personne n'imagine faire tourner un collège ou un lycée sans nous, dit l'un d'eux, présent lors d'une première grève au 1^{er} décembre. Or, notre surinvestissement n'est pas reconnu. »

Car la coupe est pleine pour ces discrets piliers des vies scolaires. La goutte d'eau ? Les divers protocoles sanitaires qui épuisent les surveillants. Et un virus qui leur donne des sueurs froides. « Nous sommes très exposés. Notamment lorsqu'on doit gérer une centaine d'élèves sans masque à la cantine ou les sorties qui se bousculent au portail », raconte Maxime Bureau, 26 ans, AED dans un collège de Sainte-Luce-sur-Loire.

« Un vrai métier »

Aux dires des manifestants, la crise sanitaire n'a fait que mettre en lumière le statut bancal de ceux qu'on appelle



Les AED (assistants d'éducation) en colère étaient, hier, devant le rectorat de Nantes.

PHOTO: DR

les pions. Eux parlent de précarité. « Nous sommes engagés en CDD pour un an au Smic. Pas de formation : on apprend sur le tas. On nous parle de fonction alors qu'il s'agit d'un vrai métier qui demande de multiples compétences : surveillan-

ce, écoute, lutte contre les discriminations, gestion des absences, repérage des cas contacts Covid... »

Alors que le mouvement gagne du terrain un peu partout en France, les AED demandent notamment la création « massive » de postes, des titulari-

sations, des formations, une hausse des salaires, et une prime Covid. L'appel a été lancé à rejoindre la grève du 26 janvier pour les personnels de l'Éducation nationale.

Isabelle MOREAU.